

Peter DAHLGREN

À LA RECHERCHE D'UN PUBLIC PARLANT

Les médias et la démocratie délibérative

Les formes d'interaction et de communication entre les citoyens ont toujours été un élément central des théories de la démocratie. Les discussions entre citoyens sont en effet considérées comme un support de leur participation en même temps qu'elles en sont l'expression. Les versions contemporaines de la démocratie représentative diffèrent non seulement dans leur estimation de ce que pourrait être un niveau désirable de participation citoyenne, mais aussi dans leur évaluation de ce à quoi l'on peut légitimement s'attendre en la matière. Les théories des élites, par exemple, tendent à postuler un faible niveau d'engagement civique : leur conception du pouvoir politique n'a donc pas besoin de recourir aux discussions entre citoyens dans les processus de décision ou de légitimation. D'autres orientations théoriques soulignent au contraire le caractère crucial de la participation populaire dans le régime démocratique et défendent la nécessité de l'engagement civique et politique. La délibération est alors perçue comme un pivot de la constitution des publics, moralement et fonctionnellement vital pour la vie démocratique.

C'est dans ces derniers cercles de réflexion que s'est accomplie la fusion du projet de démocratie délibérative qui brasse des éléments de théorie politique avec des perspectives sur la communication. Habermas et ceux qui ont travaillé dans son lignage théorique ont eu un impact considérable sur l'élaboration d'un tel projet théorique. Celui-ci découle de notions comme celle d'espace public (Habermas, 1989) et a trouvé une extension, dans les travaux d'Habermas, dans la théorie de la rationalité communicationnelle (Habermas, 1984/1987). D'autres traditions de pensée sont également repérables et aident à cadrer plus précisément la notion de public délibératif, comme les courants

de réflexion sur la société civile et sur la citoyenneté (Cohen & Arato, 1992 ; Chambers, 2002 ; Clarke, 1996 ; Janoski, 1998 ; Putnam, 2000).

D'une certaine façon, la vigueur de ces efforts normatifs témoigne d'un degré certain d'optimisme ou de foi dans le projet démocratique. On pourrait, à l'inverse, engager la discussion sur la démocratie délibérative sur un ton pessimiste et paraphraser un vieil adage selon lequel rarement autant de personnes ont dépensé tant d'énergie à théoriser un phénomène aussi minuscule. Les récents développements du monde contemporain pourraient bien accréditer l'idée que la démocratie délibérative occupe principalement et prioritairement l'esprit de théoriciens sans doute bien-pensants, mais quelque peu naïfs. Durant la dernière décennie, les évolutions sociales et politiques ont contribué à produire une sorte de lamentation qui déplore à la fois la stagnation des systèmes politiques formels, le déclin des formes traditionnelles d'engagement politique, la défiance vis-à-vis des partis politiques et leur désaffection, les symptômes de plus en plus visibles de cynisme public, la substitution dans les médias de discours économiques et consuméristes au souci du bien public, enfin la fragmentation croissante des publics et leur soumission toujours plus forte aux conséquences de la concentration et de la commercialisation des médias.

Nous assistons également au recours de plus en plus fréquent à l'expertise politique (*spin*) : le public est de plus en plus visé par les relations publiques de l'État ou des partis politiques, ciblé par des stratégies fondées sur des sondages d'opinion, sur le battage publicitaire et sur une pure et simple désinformation. En bref, il s'agit là de ce que l'on peut appeler un modèle de *marketing politique*, avec son arsenal de « variateurs d'humeurs » (*mood modifiers*) politiques (Bauman, 1999 ou Boggs, 2000 présentent des analyses récentes de ces développements). Résultat de tout cela, les citoyens sont moins engagés que jamais, le cours de la politique comme sujet de discussion est en chute libre et la démocratie délibérative paraît d'un piètre secours pour penser le monde contemporain.

À l'opposé de ce récit du malheur public, plusieurs études désormais familières laissent toutefois penser que la démocratie délibérative pourrait tout de même représenter davantage qu'un mantra partagé par des nombrilistes politiques. De telles perspectives nous invitent à réfléchir à de nouvelles formes d'engagement et de citoyenneté, voire à envisager de nouvelles définitions de l'objet de la politique et de nouveaux modes de communication politique. Indépendamment de l'optimisme ou du pessimisme de chacun à propos du choix à faire entre une « ancienne » ou une « nouvelle » politique, il faut admettre que la démocratie contemporaine se trouve à un moment de transition lourd de sens. La place des mass médias traditionnels et des nouvelles techniques de communication est capitale : ils instaurent des contextes inédits de production, de diffusion et de réception des biens politiques et viennent s'entrelacer dans une

situation extrêmement complexe (Axford & Huggins, 2001 ; Bennett & Entman, 2001). Les conditions et les circonstances de la communication jouent un rôle important dans la perpétuation et la problématisation des modèles politiques institués, de la même façon qu'elles contribuent à faciliter l'émergence et la stabilisation de développements alternatifs.

En choisissant la démocratie délibérative comme perspective dominante et en orientant notre attention sur les dynamiques de communication publique dans l'horizon des pratiques citoyennes, nous sommes confrontés immédiatement à une série de difficultés. Il convient de ne pas trop vite se départir d'un scepticisme tout à fait salutaire. Un des plus grands défis tient au fait que le concept est avant tout le fruit de discours philosophiques et ne s'est pas révélé d'une utilité immédiate dans la recherche empirique. De fait, il existe très peu d'enquêtes empiriques qui s'appuient directement sur le concept de démocratie délibérative. Mon propos est donc ici d'examiner cette notion et de voir si l'on peut en réactiver la fécondité pour des études contemporaines qui croisent médias et politique.

Ce chapitre s'ouvre sur une brève présentation du cadre théorique, soit la perspective habermassienne et quelques courants de réflexion sur la société civile et sur la citoyenneté. Dans un deuxième temps, il revient sur les enseignements qui peuvent être tirés de la tradition de recherche portant spécifiquement sur l'opinion publique. Les tensions actuelles autour de la conceptualisation de la démocratie délibérative sont ensuite discutées. Une question cruciale concerne l'extension du terme : ces délibérations doivent-elles inclure l'ordre des conversations courantes ou doivent-elles être circonscrites à un mode particulier d'interaction et limité à des contextes déterminés ? Ces questions de définition préparent le terrain pour l'examen de quelques contributions récentes, dont celles de Kim, Wyatt & E. Katz (1999), Eliasoph (1998) et Noelle-Neuman (1993). En conclusion, j'avance quelques pistes¹.

THÉORISER LA DÉLIBÉRATION : DE GRANDES EXPECTATIVES

La notion de démocratie délibérative dérive pour une grande part des travaux de J. Habermas et d'autres intellectuels qui lui sont proches. Elle est également ancrée dans des recherches qui, depuis la fin des années quatre-vingt, se chevauchent de plus en plus et sont de plus en plus intriquées les unes avec les autres. Je partirai ici brièvement des théories de la société civile et de la citoyenneté et des discussions actuelles sur le désengagement politique.

1. Cette entreprise établit des connexions avec quelques-uns de mes travaux récents sur les relations entre les médias, les citoyens et la démocratie : Dahlgren 1998, 2000a, 2000b, 2000c, 2001, 2003.

L'itinéraire habermassien

Dans les années soixante, les premières recherches de Habermas sur la sphère publique ont eu un impact considérable sur la réflexion sur les médias, les publics, la nature du régime démocratique et de la communication politique. Les perspectives ainsi ouvertes ont été débattues, testées et intégrées, non sans modifications, dans les boîtes à outils de nombreux chercheurs qui ne partagent pourtant pas nécessairement toutes les prémisses de la théorie critique. Elles continuent de constituer le cadre général de la réflexion sur ces objets. Au cours des années quatre-vingt, Habermas entreprend de développer ses théories sur la rationalité communicationnelle, partie d'un projet plus vaste dont l'ambition était de reconstruire le legs du matérialisme historique : l'accent mis depuis Marx sur le travail était déplacé vers la communication, clef de la compréhension du mouvement d'auto-institution de la société. Les sources multiples de Habermas comprenaient, entre autres, la phénoménologie du monde vécu et la sociologie des interactions sociales de Mead, la pragmatique des actes de langage ou la psychologie du développement de l'ego. Il inaugurerait ainsi la littérature sur la démocratie délibérative. Ces idées ont été largement discutées et développées par la suite, en relation avec les théories de la pratique démocratique ou celles de la subjectivité et de l'identité des citoyens (Benhabib, 1996 ; Dryzek, 1990 ; Elster, 1998 ; Fishkin, 1991 ; Guttman & Thompson, 1996 ; Sanders, 1997).

Une distinction conceptuelle dorénavant familière est celle qui oppose système et monde vécu (*Lebenswelt*), ce dernier signifiant un mode de communication caractérisé entre autres par le libre déploiement d'échanges intersubjectifs et par la négociation ouverte des normes et valeurs. Ce schéma insiste sur les potentialités d'autonomie du sujet individuel. Une partie des analyses de Habermas consiste à identifier, analytiquement plus qu'empiriquement, les types d'obstacles sociétaux qui entravent la réalisation de « situations idéales de communication ». Son insistance sur l'autonomie souligne, en retour, les qualités potentielles des acteurs : l'auto-réflexion, le sens critique, la capacité à s'engager dans des actions collectives et à participer à des débats rationnels, enfin, la capacité au jugement et à l'action morale.

Nul ne viendrait à considérer ces attributs comme des éléments néfastes. Au contraire, une industrie intellectuelle a émergé, pour savoir comment, quand et où, par qui et dans quelles circonstances ces qualités peuvent être réalisées. M. Warren (1996) offre un panorama utile de ces développements. Il critique le point de vue excessivement cognitif et rationnel d'Habermas lorsqu'il parle du type de communication qui pourrait et devrait se déployer dans la sphère publique : les discussions entre citoyens ne ressemblent en rien à un séminaire de philosophie, et c'est bien ainsi (Warren, 1995). Warren et d'autres soutien-

ment que, si l'insistance d'Habermas sur le développement du sujet social par l'agir communicationnel est un acquis précieux, son ignorance, entre autres choses, de la façon dont les processus psychologiques et psychanalytiques ont lieu chez le sujet ou dont des dynamiques de débat public ou d'action collective se déploient concrètement pose un sérieux problème.

La société civile : éduquer les citoyens

Les processus de transformation des individus en citoyens et, par extension, de création collective d'une culture démocratique sont un thème central de la réflexion sur la sphère publique. La théorie libérale semble pourtant partir du postulat qu'un citoyen entièrement mature surgit comme une marionnette de la boîte noire de ses déterminations socio-culturelles pour jouer son rôle dans le régime démocratique. Au cours des années quatre-vingt-dix, sous le coup des développements politiques en Europe de l'Est, les théories de la société civile ont connu un véritable renouveau. Plusieurs versions en ont été proposées, en compétition les unes avec les autres. Mais la plupart d'entre elles semblent compatibles avec la perspective habermassienne sur la démocratie délibérative. Un texte central pour ce débat est celui de Cohen & Arato (1992) ; une présentation récente d'un modèle de société civile proche de la théorie critique est celui de Chambers (2002). Le concept de société civile est présent à la fois dans la philosophie politique normative (Walzer, 1992 ; Sandel, 1996) et dans les sciences sociales (Janowski, 1998 ; Putnam, 2000). Elle est considérée par de nombreux auteurs comme un territoire qui s'étend entre l'État et l'économie. Une telle interprétation soulève aussitôt des dilemmes conceptuels et empiriques majeurs, tant de définition des frontières de la société civile et ses frontières que de classification des différentes formes d'action collective, d'association et d'organisation qui sont exclues ou incluses des frontières ainsi tracées. La principale impulsion dans ce sens pourrait être qualifiée de néo-tocquevillienne : elle pose qu'une démocratie libérale en bonne santé a besoin d'un domaine vigoureux d'interactions associatives. Cette perspective tend cependant à ignorer certaines manifestations « a-libérales » et « anti-démocratiques », comme les groupes fascistes et racistes qui s'appuient, eux aussi, sur ce type de vie associative. L'argument clef est que des telles interactions aident les individus à se développer socialement, à constituer leurs identités, qu'elles favorisent l'épanouissement de registres de valeurs appropriés au régime démocratique et qu'elles enseignent à gérer les conflits de manière productive. La société civile sert de terrain d'entraînement et apprête les citoyens à la participation civique et à l'engagement politique, lesquels sont souvent réversibles.

Des alarmes ont été tirées ces dernières années autour de phénomènes perçus comme autant de signes pathologiques au sein des sociétés civiles.

Le déclin de la participation associative ou syndicale ne peut être dissocié du désengagement électoral et politique. R. Putnam pose ce problème avec force. *Bowling Alone* (2000) lui sert de métaphore pour pointer l'absence de processus d'interactions communicationnelles entre les citoyens. Un de ses arguments est que le déclin de l'engagement civique se traduit par la diminution du capital social – ce qui inclut corrélativement une réduction des compétences communicationnelles (pour des débats autour de cette question, cf. Edwards, Fowley & Diani, 2001). De cette fragmentation et de cette atomisation s'ensuit un déclin de la confiance civique qui inhibe encore plus la participation. Putnam et d'autres cherchent des explications du côté du paysage socio-culturel et trouvent par exemple des raisons à ce désinvestissement de la vie civique et politique dans le nivellement par le bas et la monopolisation du temps, imputés à la nouvelle culture médiatique. D'autres, comme Cohen et Arato (1992), insistent sur le rôle de l'État, des politiques publiques et des cadres juridiques dans la configuration des formes de la société civile, posant la question en des termes plus explicitement politiques. Écrivant depuis une différente tradition intellectuelle, Sennett (1977) propose une généalogie du déclin de la publicité dans la culture américaine qui est un autre méta-récit pertinent dans ce contexte.

La perspective habermassienne considère la société civile comme le lieu de l'institutionnalisation du monde vécu et tend à rattacher la notion de sphère publique à celle de société civile, en soulignant leur caractère commun d'ancrage dans les procès de communication. L'espace public accessible aux débats publics entre citoyens dans la société civile se compose d'un vaste champ tentaculaire, d'une diversité presque infinie, dans lequel interviennent les médias et où s'entrecroisent différents types d'associations et de réseaux, de styles et de contextes de communication, de cadres culturels et de relations de pouvoir. Dès lors, identifier quel type de discussions prend place au sein de la société civile, entre quels acteurs, selon quelles modalités, dans quels contextes, en quels lieux et à quels moments sont des questions dont les réponses sont directement liées au type de publics auxquels on a affaire. Et cette perspective est indissociable d'un va-et-vient entre des variables macro-structurelles (les contraintes systémiques de Luhmann ou Habermas) et des dynamiques micro-situationnelles et interactionnelles (les lieux concrets de la communication publique dans le monde de la vie quotidienne).

Citoyenneté: *agency* et identité

Nous parlons ici du binôme structure/*agency*. Ce couple conceptuel traverse les théories modernes de la citoyenneté, en particulier la philosophie politique du républicanisme civique et ce que van Gunsteren (1998) appelle le néo-républicanisme. Cette perception normative est généralement plus directement associée à

la démocratie délibérative que ne le sont ses adversaires directs, le libéralisme ou le communautarisme². Je ne peux ici passer en revue toutes les traditions qui, depuis de multiples ancrages disciplinaires, ont traité de la citoyenneté. Je m'en tiendrai donc à insister sur de vigoureux courants de pensée qui dépassent les conceptions formelles, juridiques ou institutionnelles de la citoyenneté et nous laissent entrevoir en quoi consiste concrètement l'idéal de public délibératif. Dans l'après-guerre, les écrits de Marshall (1964) ont articulé les deux perspectives de la conquête de règles légales et de l'avancée de l'État-Providence, en posant l'hypothèse que, en l'absence de certaines conditions sociales minimales, les individus sont incapables de remplir leur rôle de citoyens. Cette introduction d'une dimension sociale de la citoyenneté a trouvé un prolongement sous la plume des théoriciens de la culture (Preston, 1997 ; Isin & Wood, 1999), dans le champ de la philosophie politique (Clarke, 1996 ; Mouffe, 1993), avec un éclairage particulier de la dimension de l'identité comme clef de la compréhension de la citoyenneté comme mode de *social agency*.

La société moderne se caractérise, entre autres choses, par l'émergence du Soi (*Self*) comme projet réflexif, processus continu de construction et de formation de l'identité, en réponse aux multiples forces sociales, courants culturels et contextes personnels auxquels l'individu est exposé. Notre vie quotidienne nous plonge continûment dans une multitude de « mondes » ou de « réalités ». Nous sommes nous-mêmes porteurs de différents répertoires de savoirs et de préjugés, de règles et de rôles plus ou moins adaptés aux circonstances. Les identités des personnes en tant que citoyens sont donc actualisées selon la perception qu'elles ont de leur appartenance à des collectifs sociaux et de leurs potentialités de participation à la dynamique sociale.

À quels collectifs souhaitons-nous ou souhaiterions-nous appartenir ? Si la citoyenneté est traditionnellement associée à l'État-Nation, les discussions à son sujet se rapportent de plus en plus à des entités très diverses. Le voisinage, la ville, les associations et les organisations de la société civile, la région, la société globale, toutes sortes de référents et d'échelles sont invoquées. Au sein des communautés diasporiques, par exemple, nombreuses sont les personnes qui font l'expérience de loyautés et d'identités multiples, et s'inscrivent toujours plus fortement dans une citoyenneté plurielle. En termes théoriques, la citoyenneté cesse ici d'être une question formelle pour devenir un processus de création de soi par des médiations communicationnelles.

L'aspect formel de la citoyenneté, fondé sur la garantie de certains droits, ne doit pas pour autant être oublié. L'identité citoyenne ne se réduit pas simplement à

2. Sur ce point, je partage l'opinion de Beiner pour qui toute théorie contemporaine de la démocratie doit reconnaître la fécondité de l'interaction entre les trois courants néo-républicain, communautariste et libéral.

une question subjective ou intersubjective : des mécanismes variés d'inclusion et d'exclusion opèrent dans différents domaines. La participation démocratique ne peut donc fonctionner en l'absence de structures institutionnelles, légales, économiques, sociales ou culturelles, qui déterminent une définition de la citoyenneté pour tel ou tel domaine d'activité. La société civile, si travaillée soit-elle par des processus d'auto-institution, n'en est pas moins corsetée par ces registres de déterminations structurelles.

La réflexion de J. Habermas, les perspectives de la société civile et les théories contemporaines de la citoyenneté endossent en fin de compte le projet de modernité inachevée hérité des Lumières. Elles peuvent tout autant être utilisées dans une veine critique et constructive. Elles posent des idéaux normatifs, qui peuvent être mobilisés pour pointer les contradictions et les injustices des situations telles qu'elles existent actuellement. Ces réflexions tendent cependant à s'en tenir à des considérations générales et abstraites. Mais dès qu'il s'agit de penser la démocratie délibérative sur un plan empirique, une question cruciale émerge : de quels types de discussions parlons-nous ?

DÉFINITIONS : QUEL TYPE DE DISCUSSION ?

« Parler est une bonne chose ». Voilà ce que nous dit le sens commun.³ La discussion était associée à la vie de la démocratie et à la formation des opinions, bien avant qu'Habermas développe ses propres thèses. En parlant les uns avec les autres, les citoyens contribuent à la formation d'une « volonté collective » ou d'une « opinion publique » qui, par la suite, aura un certain impact sur les choix et les décisions politiques.

Pourtant, dès les premières années du xx^e siècle, cette foi dans le sens du bien commun, en tant qu'émergence des interactions discursives entre les citoyens a été remise en questions. La critique la plus animée a été celle de Lippmann, en particulier dans les débats qui l'ont opposé à Dewey (Lippmann, 1922 ; Dewey, 1927). Lippmann soulève un problème épistémologique : les médias ne peuvent restituer le monde qu'imparfaitement, en recourant à des stéréotypes. Par conséquent, les citoyens, même dans le meilleur des cas, ne peuvent avoir qu'un jugement approximatif sur le monde qui les entoure, au-delà de leurs réalités quotidiennes.

Si la discussion entre les citoyens est un moyen de parvenir à une volonté collective, se pose donc fondamentalement un problème de connaissance et de compétence des citoyens ordinaires. Les conclusions de Lippmann tendent à amoindrir la portée des discussions et des conversations des non-experts, tandis

3. Je laisse ici de côté toutes les situations dans lesquelles le silence est d'un plus grand intérêt pour tous.

qu'à l'inverse, Dewey en souligne l'importance pour la constitution du bien public. Dewey ne néglige pas la question de la connaissance et de la compétence, mais il les connecte avec celle de l'engagement civique, lequel passe inévitablement par l'implication dans des interactions et des associations qui fondent les « publics ». L'absence de communication entre citoyens ordinaires est, selon lui, au cœur des dilemmes de la démocratie moderne. Elle est préjudiciable à leur épanouissement personnel et à la bonne marche des affaires publiques.

Ce désaccord théorique se poursuit de nos jours. Les arguments se multiplient. La délibération ne conduirait par seulement à l'amélioration de la démocratie, mais éliminerait toute une série de maux, comme la perte du sens de la communauté ou le sous-développement social, nous ramenant à la question de la société civile (Walzer, 1992). Certains sont même emportés par leur enthousiasme : l'individu ne pourrait réaliser l'intégralité de son potentiel humain qu'en participant à de telles discussions. Les bénéfices de l'interaction civique et politique sont alors perçus comme surpassant ceux des interactions de la sphère privée, dans la famille, avec les amis ou les proches : l'échec à prendre part au discours politique aboutirait à « un être radicalement incomplet et retardé » (Oldham, 1990, cité par Kymlicka & Norman, 1995 : 293).

Débat politique *versus* conversation ordinaire

Qu'est-ce qui relève de l'ordre des discussions « politiques » et « non politiques » ? C'est avant tout un problème de définition. Barber (1984 ; 1998) représente la position dominante, ardent défenseur de ce qu'il désigne comme une « démocratie forte », dans une position proche du républicanisme civique. Selon Barber, les interactions entre les citoyens sont cruciales, quelle que soit la qualité des opinions, si l'on souhaite maintenir un sens à l'identité civique et engendrer une volonté collective. L'engagement des citoyens est fondamental pour la démocratie et il commence avec le débat entre eux. Le manque de rigueur, l'ouverture et la créativité, les dimensions empathiques et affectives des discussions ordinaires sont indispensables à la vitalité de la politique démocratique. D'une façon similaire, Bohman (1996 : 145) considère les discussions entre citoyens comme nécessaires au maintien « d'une interaction constante et vibrante entre des cultures et des groupes circonscrits au sein d'une plus large communauté civique ». Il insiste sur la dimension dynamique et ouverte, mais néanmoins réflexive des discussions civiques : la création de Soi se fait aussi pour partie dans la participation civique.

Un point de vue alternatif apparaît dans les travaux de M. Schudson (1997), selon qui « la conversation n'est pas l'âme de la démocratie ». La « conversation » reste pour lui avant tout une affaire de sociabilité. La discussion politique a vocation à identifier et à résoudre des problèmes

ou à trouver des solutions aux conflits. Elle est donc finalisée vers des objectifs précis. La délibération démocratique n'est pas spontanée : elle est civile, publique et pas forcément égalitaire. Elle ouvre la porte à une forme d'inconfort social, précisément à l'opposé de ce que l'on associe communément à l'idée de conversation. Warren (1996) développe un argumentaire similaire, quoique partant d'un angle différent, lorsqu'il met en question ce qu'il considère comme l'une des hypothèses de base de la théorie de la « démocratie radicale ». Il conteste l'idée d'une attractivité fondamentale de l'engagement politique, conçu comme quelque chose que les gens choisiraient librement s'ils en avaient l'opportunité. Pour Warren, cette idée n'est rien d'autre qu'un dogme romantique, au mieux un rêve que l'on voudrait voir se réaliser. La plupart des gens évitent la discussion politique, et plus largement toute forme d'engagement public, afin d'éviter d'être confronté à l'« absence de fondation de l'espace politique » et à toutes les angoisses et les incertitudes qui en découlent.

Si la théorie est aveuglée par des désirs qu'elle prend pour des réalités, elle risque inévitablement, à terme, de se retrouver dans une impasse. Avec Schudson ou Warren, le réalisme sociologique marque des points. La discussion politique peut être difficile et il est tout à fait rationnel que la plupart des individus souhaitent s'en tenir à l'écart. Le pouvoir d'attraction de la démocratie délibérative est plutôt léger en regard de nombreuses autres possibilités d'activités. Sans doute de nombreuses exceptions viennent-elles infirmer ce modèle, que l'on prenne les mouvements sociaux ou les associations civiques. Mais de quoi parlons-nous ? Sur quelles définitions nous appuyons-nous ? Pour les plus réalistes, la discussion politique est conçue en termes relativement étroits. Elle est associée à un type particulier de contexte et se distingue d'autres modes discursifs avant tout par le type de situation dans lequel elle émerge.

Barber et Walzer adoptent un point de départ différent. Tout en admettant l'existence des contextes formels de délibération politique définis par Schudson ou Warren, ils vont au-delà de la rigidité de ce cadre initial et soulignent au contraire l'extraordinaire perméabilité des contextes, le désordre et l'imprévisibilité des bavardages quotidiens. Les répertoires de rôles des citoyens ne sont jamais donnés *a priori* et limités par des contextes institutionnels, mais ils peuvent émerger de multiples façons à partir de conversations informelles. C'est donc par des voies discursives, sinueuses et surprenantes, que la politique est produite et que le lien entre l'ordre du personnel et l'ordre du public est établi.

Performances agonistiques : « le politique »

De façon similaire, mais à un niveau d'abstraction plus élevé, C. Mouffe (1999), qui défend une théorie de la démocratie radicale post-marxiste, critique la notion de démocratie délibérative telle qu'elle apparaît dans la tra-

dition habermassienne. En s'appuyant sur les jeux de langage développés par Wittgenstein, elle rejette l'idée de dialogue « neutre » ou « rationnel », selon elle intenable. Chez Wittgenstein, l'accord sur le langage est nécessairement précédé d'un accord sur les modes de vie. Le conflit et le pouvoir sont des dimensions irréductibles de la vie collective. La rhétorique, la persuasion et le compromis prévalent alors sur le consensus rationnel. En écho aux travaux d'Arendt (1958), le débat politique est perçu en termes de performances dans un espace d'apparaître, l'exigence d'« authenticité » lui est étrangère.

Le terme d'origine grecque « agonistique » désigne toute situation porteuse de conflictualité. La démocratie agonistique a peu à voir avec l'idéal de consensus visé par Habermas. Elle se tient dans l'horizon d'un échange d'arguments et d'une confrontation de performances, tendus par l'espoir que l'on pourra au moins parvenir à un compromis. Pour Mouffe, l'objectif n'est pas d'éviter le conflit, mais au contraire de l'assumer. « Le pluralisme agonistique » désigne un type de culture politique, dans lequel les formes d'interaction et de pouvoir sont compatibles avec les valeurs démocratiques et où les conflits interviennent entre « adversaires » plutôt qu'entre « ennemis ». Mouffe (1993) mobilise également une notion de « sujet politique » dont le profil est bien plus post-moderne qu'en sciences politiques ou dans les travaux inspirés de Habermas. Le citoyen de Mouffe est caractérisé par une subjectivité plurielle, plutôt que doté de compétences à l'intégration, au calcul rationnel et au raisonnement moral. Il est citoyen, entre autres identités. Sa vision des règles du jeu démocratique, son allégeance minimale à certaines valeurs et procédures nous ramènent directement au thème de la culture civique.

À propos de la distinction entre débats politiques formels et conversations ordinaires informelles, Mouffe opère une distinction très nette entre « la » politique et « le » politique, directement héritée de Lefort (1981) :

« Par le politique (*the political*), je me réfère à la dimension de l'antagonisme inhérent à toute société humaine, susceptible de prendre beaucoup de formes et d'émerger dans toutes sortes de relations sociales. Par la politique (*politics*), j'entends l'ensemble des pratiques, discours et institutions qui visent à établir un certain ordre et à organiser la coexistence des individus, dans des circonstances toujours potentiellement conflictuelles parce qu'elles sont affectées par la dimension du politique. » (Mouffe, 1999 : 754.)

Dans ce cadre théorique, Schudson, Warren, Habermas, et ceux qui adoptent des positions similaires, se réfèrent à des débats politiques au sens de « la » politique de Mouffe, tandis que Barber ou Walzer observent davantage les processus de manifestation « du » politique dans les conversations ordinaires. Si les premiers ouvrent à des enquêtes empiriques plus faciles parce que plus étroitement

circonscrites, les seconds ouvrent des perspectives de recherche plus alléchantes dans la mesure où ils laissent ouverte la ligne de séparation entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Les discussions peuvent prendre de multiples virages, déjouer les attentes, mobiliser des dimensions subjectives très variées, lancer toutes sortes de passerelles entre le privé et le public. Tout reste donc ouvert, en principe, entre les domaines du politique et du non-politique. La possibilité que de nouveaux thèmes de la vie quotidienne deviennent des arguments politiques et aient donc un impact sur la politique en est accrue – qu'il s'agisse de la politique « classique » ou de nouvelles formes de politique informelle, non institutionnelle ou extra-parlementaire.

Cette ligne de réflexion se rattache à d'autres schèmes conceptuels, même si le vocabulaire change légèrement. Beck (1997 : 133) distingue par exemple entre la politique régie par des règles (*rule-directed*) et la politique transformant les règles (*rule-altering*). Tandis que la politique régie par les règles peut se révéler non conformiste, elle ne peut opérer indépendamment des contraintes et de la logique du système politique. La politique transformant les règles peut être, quant à elle, considérée comme une « politique du politique » défiant les règles du jeu, les définitions prévalentes ou les agendas dominants. Pour Beck, la politique transformant les règles intègre une forte dimension réflexive, véritable invitation faite aux citoyens à se percevoir non seulement comme citoyens politiques, mais comme acteurs ordinaires, qui se définissent eux-mêmes en définissant les enjeux, les objectifs et les langages de la politique.

Pour résumer, la notion de « délibération », chère à la philosophie normative de la démocratie, s'avère trop étroite pour permettre de saisir une catégorie plus large de conversations ordinaires, porteuses d'un sens civique. La « délibération » a trait à un mode formel, spécialisé et institutionnalisé d'échange communicationnel et nous aurions tout intérêt, au niveau empirique, à recourir à une notion beaucoup moins étroite de discussions, qui inclut les bavardages, les conversations et les disputes entre citoyens ordinaires.

Cela posé, à quoi ressemble la réalité concrète de ces discussions ? Comment la démocratie délibérative opère-t-elle en pratique ?

DANS LE MONDE RÉEL : OBSERVER QUI EST EN TRAIN DE PARLER

L'idée de démocratie délibérative reste avant tout une notion théorique. Ses défenseurs parlent beaucoup des débats entre citoyens sans pour autant les étayer sur des enquêtes empiriques. Des études existent pourtant. Les débats politiques sur Internet sont par exemple un sujet de plus en plus couvert, même si les résultats ne sont pas réellement encourageants pour la démocratie délibé-

native (Wilhelm, 2000)⁴. Je m'appuierai dans la section suivante sur deux études réalisées aux États-Unis qui ont entrepris d'examiner les débats entre citoyens sur la toile de fond des mass médias traditionnels. Mais arrêtons-nous dans un premier temps sur les recherches sur l'opinion publique et en particulier sur la conception du savoir qu'elles engagent.

Opinion et savoir

L'idée de démocratie délibérative recourt à la thématique de l'interaction communicationnelle entre les citoyens dans la sphère publique et met en évidence la formation d'une volonté politique. On pourrait ainsi légitimement s'attendre à des liens avec les recherches sur l'opinion publique. Cela n'est malheureusement pas le cas. Les domaines de recherche restent irréductiblement séparés. Sans revenir en détail sur les questions méthodologiques et conceptuelles qui traversent les travaux sur l'opinion publique, on doit constater que l'intérêt pour l'aspect théorique de la formation des opinions a décliné au fur et à mesure que les techniques de mesure ont crû en sophistication (Splichal, 1999). Les sondages quantitatifs recourent aujourd'hui à des techniques qui limitent le type de modélisation de l'opinion publique.

Les études sur l'opinion publique collent à la vieille dichotomie entre faits et valeurs, qu'elles recyclent en termes de savoir et d'opinion. L'opinion est réduite aux points de vue des individus, c'est-à-dire à des énoncés isolés, agrégés statistiquement avant d'être analysés. Très tôt, les pratiques des sondages d'opinion ont fait table rase du legs ethnographique de l'école de Chicago. Même la contribution tardive, au milieu des années cinquante, des perspectives qui s'appuient sur le modèle de la communication à double étape (*two-step flow communication*) de Lazarsfeld et Katz à Columbia paraît marginale dans la plupart des travaux actuels sur l'opinion. La notion de « savoir » que l'on trouve dans ces recherches est d'une incroyable neutralité. Les travaux empiriques évaluant la connaissance politique ont rapidement cédé le pas à des études d'opinion visant ce que les enquêtés « pensent » savoir (Lewis, 2001 : 109). La question de la connaissance politique, même lorsqu'elle est étudiée empiriquement dans des recherches sur l'opinion, est la plupart du temps traitée comme une simple « conscience » d'états de fait. Le fait que les opinions, les cadres de la connaissance, les préjugés et les croyances soient liés discursivement, construits socialement, ancrés contextuellement et potentiellement idéologiques semble ne jamais troubler les enquêtes d'opinion.

4 On pourrait également mentionner les nouvelles initiatives lancées par Lance Bennett à l'Université de Washington sur l'engagement civique global basé sur Internet. (Voir <http://www.engagedcitizen.org>).

Il serait contre-productif d'imaginer des confrontations artificielles entre d'un côté les travaux sur l'opinion publique et de l'autre la notion de démocratie délibérative. Si nous nous efforçons de ne pas prendre à la lettre les données statistiques des sondages d'opinion, ce champ de recherche peut nous inciter à regarder au-delà des chiffres, voire nous permettre d'envisager de nouvelles manières de travailler empiriquement sur le sujet (Splichal, 1999, 2001 ; Glasser & Salmon, 1995 ; Lewis, 2001).

Parler politique

Les travaux de Kim, Wyatt et Katz, fruit d'une coopération sur un projet commun, sont complémentaires les uns des autres. Ils sont basés sur des entretiens téléphoniques approfondis auprès d'un échantillon de plus de mille citoyens dans cinquante États américains (Kim, 1997 ; Kim, Wyatt & Katz, 1999 ; Wyatt, Katz & Kim, 2000). L'ouvrage de N. Eliasoph (1998) propose une analyse ethnographique de plusieurs groupes civiques et politiques. Elle examine le déroulement des conversations ordinaires, s'interroge sur leur sens politique et montre l'évitement ou la répression dont elles sont l'objet. La comparaison des deux projets est intéressante dans la mesure où tous deux étudient empiriquement la démocratie délibérative « en pratique » et parviennent à des conclusions tout à fait différentes. Kim, Wyatt et Katz sont stimulés par leurs résultats qui devraient redonner le sourire à ceux qui désespèrent du désengagement civique de leurs concitoyens ; à l'inverse, Eliasoph est à la fois surprise et troublée par ses résultats, montre comment, sans censure, ni violence, les publics délibératifs se défont en retrait d'une forme d'apathie collective.

Le point de départ théorique de KKW est en accord avec l'idée que les conversations fluides, ouvertes et informelles sont l'essence de la démocratie délibérative. Ils prennent à ce propos explicitement leur distance avec la position de Schudson et consorts. Ils définissent la démocratie délibérative comme un « processus au cours duquel les citoyens participent volontairement et librement à des discussions sur des questions publiques. C'est un système discursif dans lequel les citoyens partagent des informations sur les affaires publiques, portent des jugements politiques, échangent des opinions divergentes et participent aux processus politiques... ». Nous sommes dans un registre de « démocratie discursive » dans la mesure où chaque moment du processus de délibération – le partage des informations, la formulation des perspectives, le conflit des interprétations et le raisonnement en commun – possède les caractéristiques d'une « action communicationnelle » (Kim, Wyatt & Katz, 1999 : 361).

Ce modèle en quatre phases (exposition aux mass médias, discussion autour des messages reçus, formation des opinions en public et participation au pro-

cessus politique) est fondé sur l'utilisation que fait Katz des études d'opinion de Tarde (1992). Le schéma fait sens, même si l'on peut s'interroger sur le devenir des conversations ordinaires et des débats politiques sur des sujets non inscrits sur les agendas des médias. Il met en évidence la place de ces « actions communicationnelles » dans une chaîne de processus encadrée par la formation des opinions et l'engagement des citoyens.

Leur sondage se concentre sur neuf sujets au contenu spécifique concernant des affaires du moment. Les personnes interrogées doivent donner une estimation de leur engagement dans des discussions à propos de ces affaires, préciser dans quelles circonstances cela s'est produit et évaluer leur confort ou inconfort par rapport à ce sujet. Bien que le projet se présente comme une étude de la démocratie délibérative, il ne s'intéresse pas à l'analyse de débats en cours, mais demande plutôt aux enquêtés de donner des réponses à propos de leurs discussions politiques. Sans rentrer dans les détails statistiques, notons tout de même l'utilisation par KKW d'expressions qualificatives comme « niveaux raisonnables » pour caractériser la fréquence des conversations politiques. Le citoyen qu'ils décrivent est finalement relativement bavard.

Ils concluent que l'utilisation de nouveaux médias va étroitement de pair avec la fréquence de conversations politiques dans la vie quotidienne, que celles-ci soient d'ordre général ou portent sur des sujets spécifiques. La volonté de débattre semble en partie influencée par les perceptions de la majorité, d'une manière analogue à ce que décrit Noëlle-Neuman (1993) à propos de la « spirale du silence », mais plus encore par l'utilisation de médias d'information et la fréquence des discussions politiques. Le recours aux médias d'information et la pratique de conversations politiques ont des effets positifs sur certains critères de qualité de la vie publique – comme la construction d'argumentations sophistiquées ou la prise en considération d'opinions différentes. La participation régulière à des débats contribue à l'amélioration qualitative des arguments et des opinions et est associée à des activités de participation à des campagnes intégrées au système politique. Ce thème de la corrélation entre l'attention pour les médias et un haut niveau de rétribution en termes d'activité politique est le fruit d'une longue tradition. Les travaux récents de Milner (2001) s'inscrivent dans cette perspective. Sur la base d'une étude comparée, il explique comment les nations dont les citoyens sont particulièrement attentifs au journalisme et où les services publics fonctionnent tendent à avoir un plus haut degré de participation électorale.

Wyatt, Katz et Kim rapportent que pour leur échantillon, le domicile privé reste le site où la plupart des conversations politiques interviennent : le plus privé des espaces devient le site le plus fréquent d'expression et d'échange d'opinions. Le lieu de travail est cité en seconde position comme favorisant

l'interaction des citoyens dans la sphère publique. Ces hypothèses ne sont pas si surprenantes sur les processus de privatisation et de publicisation, mais nous disposons désormais de preuves empiriques. Cette place focale du domicile a évidemment des implications profondes pour la théorie de la sphère publique. Les personnes interrogées dans l'enquête de KKW déclarent parler librement de politique lors de leurs bavardages informels ; les auteurs en déduisent que les conversations politiques s'entrelacent dans la fabrique des discussions ordinaires. La sphère publique est ancrée dans l'espace domestique, au lieu de s'y opposer. Le politique n'occupe pas un lieu ou un temps distincts : il se joue aussi au cœur du monde de la vie la plus quotidienne. Et les publics ne se déploient pas de façon distincte : l'opinion publique se trame dans les petites interactions de la vie de tous les jours. KKW mentionnent les résultats différents issus de la recherche de Noelle-Neuman (1993) ou Eliasoph (1998), sans véritablement les critiquer mais plutôt en en dressant des portraits positifs.

Éviter la politique

Eliasoph (1998) s'engage dans un projet tout à fait différent du précédent. Durant deux années et demie, elle passe son temps sur le terrain à étudier trois sortes de groupes civiques : des associations de bénévolat, de divertissement et de militantisme. En recourant à la distinction de Goffman entre scène et coulisses, elle constate que les citoyens ne s'entretiennent de politique dans leurs conversations ordinaires que dans des contextes spécifiques. Plus les situations auxquelles ils participent se déploient sous le contrôle des mass médias, plus ils s'adressent à un large public et plus ils s'inscrivent dans des contextes officiels, et plus ils semblent réticents à traiter de questions relatives au bien public, à se présenter comme des citoyens engagés et à recourir à une rhétorique politique. Une fois qu'ils sont revenus à des situations d'ordre privé, que les micros sont éteints et les caméras débranchées, leurs conversations peuvent prendre à nouveau un tour politique.

Eliasoph explique qu'au sein de certains groupes, la politique est communément perçue comme un sujet qui divise, douloureux et à éviter dans la mesure où il met la sociabilité en jeu. On trouve là une validation empirique des analyses de Schudson sur le caractère embarrassant des discussions politiques. Un autre thème de *Avoiding Politics* porte sur la focalisation des citoyens ordinaires sur les questions locales, comme s'ils étaient absorbés par des enjeux qui les concernent directement, et réprimaient les connexions possibles entre ces problèmes locaux et des problèmes plus généraux. La question de l'efficacité ne suffit pas ici à tout expliquer. Certains mécanismes culturels sont à l'œuvre et préviennent l'expression sur des scènes publiques de tout idéal traduisant un esprit public, indexé sur le bien commun, visant l'intérêt général. De telles déclarations ne

sont tout simplement pas considérées comme crédibles et dissimulent probablement une stratégie intéressée ou une manipulation cynique. L'activisme ne semble acceptable que s'il défend des intérêts personnels et immédiats.

La principale raison des inhibitions de la communication politique entre citoyens semble relever chez Eliasoph du registre culturel. La politique est perçue comme l'expression des intérêts individuels : cette dimension est minimisée afin d'éviter des tensions socialement inconfortables ou la perte de crédibilité des arguments. Les coulisses de la scène publique deviennent alors paradoxalement le théâtre de l'expression politique. Sur le devant de la scène, de telles discussions risquent d'être rejetées en raison de leur naïveté ou de leur cynisme ; au sein même du collectif, au moment des rencontres, elles risquent d'être considérées comme menaçantes pour le lien communautaire. Eliasoph parle à ce propos d'une « évaporation politique » qu'elle résume ainsi :

« Plus le contexte sera celui des coulisses, plus une conversation inspirée par l'esprit public sera possible [...], plus étendu sera l'auditoire et moins les porte-parole seront enthousiastes à pondérer les questions de justice et de bien commun, à présenter des analyses historiques et institutionnelles pour critiquer les institutions, à inviter au débat le plus large possible et à parler dans une perspective publique. » (Eliasoph, 1998 : 255.)

Il n'est donc pas surprenant qu'elle conclue elle-même par un pronostic peu optimiste pour la sphère publique. Le plus intéressant est que ses travaux placent sur l'agenda de la réflexion sur la démocratie délibérative – et plus largement de la problématique sphère publique/société civile – la question des codes culturels qui configurent l'interaction, des règles implicites qui définissent que tel ou tel type de discussion sera adapté à telle situation. Il existe des myriades de configurations interactionnelles susceptibles d'avoir une incidence sur les discussions politiques. Impossible de savoir si elles fonctionnent toutes à l'instar de celles qu'Eliasoph étudie et si l'on retrouve les mêmes styles culturels dans les différents collectifs associatifs. Son enquête nous impose de prendre en compte cette double dimension de la culture et de l'interaction dans toute approche empirique de la démocratie délibérative.

L'étude de KKW s'appuie donc sur un citoyen « moyen » dans le sens où les auteurs n'ont pas préalablement sélectionné des individus impliqués nécessairement dans des groupes politiques ou civiques. Sachant que dans toute enquête, les personnes interrogées cherchent à se présenter sous leur jour le meilleur, il aurait été intéressant, quoique pratiquement impossible, de comparer leurs déclarations avec ce qu'elles font réellement. Mais une telle approche impliquerait évidemment un investissement de recherche d'une tout autre échelle. Il n'en reste pas moins vrai que cette étude met en évidence un élément tout à fait passionnant dans les modèles de discussions des citoyens américains. La différence

de résultat entre Eliasoph et KWW pourrait certainement facilement se comprendre à l'examen de leurs hypothèses respectives, des contextes de leurs enquêtes, de leurs définitions et de leurs méthodes. Les travaux empiriques sur la démocratie délibérative, encore balbutiants, nous réservent néanmoins déjà des surprises.

Sur un sujet particulier, un point de comparaison s'impose. KKW souligne le rôle positif, catalyseur des médias. Dans leurs résultats, l'attention portée aux médias tend à évoluer parallèlement à l'engagement politique. Eliasoph, dans un chapitre consacré à une analyse du journalisme local, observe que les reportages sont teintés de cynisme systématique vis-à-vis des valeurs et des procédures fondamentales de la démocratie. Elle en conclut que ce journalisme travaille en fait contre l'engagement des citoyens : l'activisme apparaîtrait insensé dans ce contexte. Les médias contribuent apparemment à l'entretien d'un climat dans lequel l'engagement public est défini comme « stupide et naïf ». Cette analyse désabusée s'inscrit dans les traces d'une longue tradition d'évaluation critique des mass médias dans la sphère publique. Il est impossible de parvenir à une évaluation simple et unifiée des effets des mass médias : dans ce domaine, les enquêtes doivent impérativement se centrer sur des objets et des contextes spécifiques, les généralisations ayant plus une fonction idéologique qu'heuristique en la matière.

VERS UNE APPROCHE EMPIRIQUE DE LA DÉMOCRATIE DÉLIBÉRATIVE

Lorsqu'on cherche à articuler les acquis théoriques avec les quelques travaux de terrain existants afin de développer un meilleur cadre d'analyse de la démocratie délibérative, force est de constater qu'il y a un trou dans la littérature. D'un côté, il y a des travaux qui évoquent les perspectives normatives de la démocratie, en mettant l'accent sur l'importance de la discussion civique pour la vitalité de la sphère publique et les engagements citoyens. D'autres recherches s'intéressent aux institutions sociales, comme les médias et la sphère publique, en ignorant les dimensions de l'action et ses circonstances. Il manque donc une perspective qui s'interrogerait sur les caractéristiques concrètes et les dynamiques de l'engagement en termes de culture et de signification, et qui aborderait la discussion civique comme une forme d'action. On pourrait bien sûr rétorquer que cette action est elle-même façonnée par les structures sociales, mais celles-ci sont retraduites dans les domaines concrets de la réalité quotidienne, où elles sont appréhendées, interprétées et assimilées. De ce fait, il est nécessaire d'aborder la discussion entre citoyens comme quelque chose qui est inséré dans les cadres culturels généraux qui modèlent les univers quotidiens des citoyens – et interagit avec ceux-ci.

Nous voudrions en particulier souligner l'importance des pratiques, valeurs, savoirs, affinités, règles de confiance, identités – bref, les cultures civiques – dans le cadre desquels la discussion est insérée et cadrée. Ce qui nous conduirait à mener une étude ethnographique de type micro sur les interactions et discussions civiques (ou leur absence) afin d'analyser avec qui, où, comment, dans quelles circonstances, avec quelles stratégies discursives, et selon quels registres, les citoyens parlent et définissent les réalités politiques auxquelles ils sont confrontés. Ce qui implique d'élucider les règles implicites et l'étiquette de la parole et du contexte social. Cela nous permettrait de dépasser la discussion institutionnelle abstraite sur la sphère publique ainsi que les exercices normatifs qui ont marqué les analyses de la démocratie délibérative. Il me semble évident que le travail d'Eliasoph constitue par exemple une avancée intéressante dans cette direction. Mais il doit être suivi d'efforts plus importants pour sonder les coins et les recoins de l'univers tentaculaire des interactions quotidiennes afin de faire la lumière sur les rencontres civiques. Car c'est là que se situe le degré zéro de la démocratie.

Traduit de l'anglais par Valérie Amiraux

BIBLIOGRAPHIE

- Arendt H. (1958). *Human Condition*. Chicago: University of Chicago Press.
- Axford B. & Huggins R. (eds) (2001). *New Media and Politics*. Londres: Sage
- Barber B. (1984). *Strong Democracy: Participatory Politics for a New Age*. Berkeley: University of California Press.
- Barber B. (1998). *A Place for Us*. New York: Hill & Wang.
- Bauman Z. (1999). *In Search of Politics*. Cambridge: Polity Press.
- Beck U. (1997). *The Reinvention of Politics*. Cambridge: Polity Press.
- Benhabib S. (ed.) (1996). *Democracy and Difference*. Princeton: Princeton University Press.
- Bennett L. (1998). « The Uncivic Culture: Communication, Identity, and the Rise of Lifestyle Politics ». *Political Science and Politics*, 31, p. 741-761.
- Bennett L. & Entman R. (eds) (2001). *Mediated Politics: Communication in the Future of Democracy*. New York: Cambridge University Press.
- Boggs C. (2000). *The End of Politics: Corporate Power and the Decline of the Public Sphere*. New York: The Guilford Press.
- Bohman J. (1996). *Public Deliberation: Pluralism, Complexity and Democracy*. Cambridge (MA): MIT Press.

- Chambers S. (2002). « A Critical Theory of Civil Society », in S. Chambers & W. Kymlicka (eds), *Alternative Conceptions of Civil Society*. Princeton : Princeton University Press, p. 90-110.
- Clarke P. B. (1996). *Deep Citizenship*. Londres : Pluto.
- Cohen J. & Arato A. (1992). *Civil Society and Political Theory*. Cambridge (MA) : MIT Press.
- Dahlgren P. (1998). « L'Internet et les nouvelles positions des journalistes et de leurs publics », in S. Proulx & A. Vitalis (eds), *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*. Rennes : Éditions Apogée.
- Dahlgren P. (2000a). « L'espace public et Internet ». *Réseaux*, 100, p. 157-186.
- Dahlgren P. (2000b). « Media and Power in a Small Country : Sweden », in J. Curran & M. J. Park (eds), *De-Westernising Media Studies*. Londres : Routledge, p. 251-264.
- Dahlgren P. (2000c). « Media, Citizens and Civic Culture », in M. Gurevitch & J. Curran (eds), *Mass Media and Society*. Londres : Edward Arnold [3rd ed.], p. 310-328.
- Dahlgren P. (2001). « Media and the Transformation of Democracy », in B. Axford & R. Huggins (eds), *New Media and Politics*. Londres : Sage, p. 64-88.
- Dewey J. (1927). *The Public and its Problems*. New York : Henry Holt.
- Dryzek J. (1990). *Discursive Democracy : Politics, Policy and Political Science*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Edwards B, Foley M. W. & Diani M. (eds) (2001). *Beyond Tocqueville : Civil Society and the Social Capital Debate in Comparative Perspective*. Hanover (NH) et Londres : University Press of New England.
- Eliasoph N. (1998). *Avoiding Politics : How Americans Produce Apathy in Everyday Life*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Ellison N. (2000). « Civic-Subjects or Civic-Agents ? The Structure-Agency Debate in Late Modern Perspective ». *Theory, Culture & Society*, 17, p. 148-156.
- Elster J. (ed.) (1998). *Deliberative Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Fishkin J. (1991). *Democracy and Deliberation*. New Haven : Yale University Press.
- Gamson W. A. (2001). « Promoting Political Engagement », in L. Bennett & R. Entman (eds), *Mediated Politics : Communication and the Future of Democracy*. New York et Cambridge : Cambridge University Press, p. 56-74.
- Glasser T. L. & Salmon C. T (eds) (1995). *Public Opinion and the Communication of Consent*. New York : Guilford Press.
- Gunsteren H. R. van (1998). *A Theory of Citizenship*. Boulder : Westview Press.
- Guttman A. & Thompson D. (eds.) (1996). *Democracy and Disagreement*. Cambridge (MA) : Belknap.
- Habermas J. (1984/87). *Theory of Communicative Action*. 2 vol. Boston : Beacon Press.

- Habermas J. (1989). *The Structural Transformation of the Public Sphere*. Cambridge (MA) : MIT Press.
- Lefort C. (1981). *L'Invention démocratique*. Paris : Fayard
- Inis E. F. & Wood P. K. (1999). *Citizenship and Identity*. Londres : Sage.
- Janoski T. (1998). *Citizenship and Civil Society*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Katz E. (1992). «On Parenting a Paradigm: Gabriel Tarde's Agenda for Opinion and Communication». *International Journal of Public Opinion Research*, 4, p. 80-85.
- Kim J (1997). *On the Interactions of News Media, Interpersonal Communication, Opinion Formation, and Participation : Deliberative Democracy and the Public Sphere*. Dissertation.Com.
- Kim J., Wyatt R. O. & Katz E. (1999). «News, Talk, Opinion, Participation : The Part Played by Conversation in Deliberative Democracy». *Political Communication*, 16, p. 361-385.
- Kohn M. (2000). «Language, Power, Persuasion : Toward a Critique of Deliberative Democracy». *Constellations*, 7, p. 408- 429.
- Kymlicka W. & Norman W. (1995). «Return of the Citizen: A Survey of Recent Work on Citizenship Theory», in R. Beiner (ed.), *Theorizing Citizenship*. Albany (NY) : State University of New York Press, p. 283-322.
- Lazarsfeld P. & Katz E. (1955). *The People's Choice*. New York : Columbia University Press.
- Lewis J. (2001). *Constructing Public Opinion*. New York : Columbia University Press.
- Lippmann W. (1922). *Public Opinion*. New York : Macmillan.
- Lundquist L. (2001). *Medborgardemokratin och eliterna*. Lund : Studentlitteratur.
- Marshall T. H. (1964). *Class, Citizenship, and Social Development*. Chicago : University of Chicago Press
- Milner H. (2001). *Civic Literacy : How Informed Citizens Make Democracy Work*. Hanover : University Press of New England.
- Mouffe C. (1993). *The Return of the Political*. Londres : Verso.
- Mouffe C. (1999). «Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism ? ». *Social Research*, 66, p. 745-758.
- Noelle-Neuman E. (1993). *The Spiral of Silence*. Chicago : University of Chicago Press.
- Oldham A. (1990). *Citizenship and Community : Civic Republicanism and the Modern World*. Londres : Routledge.
- Peters J. D. (1995). «Historical Tensions in the Concept of Public Opinion», in T. L. Glasser & C. T. Salmon (eds), *Public Opinion and the Communication of Consent*. New York : Guilford Press.

- Preston P. W. (1997). *Political/Cultural Identity*. Londres : Sage.
- Putnam R. (2000). *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon & Schuster.
- Sandel M. J. (1996). *Democracy's Discontent*. Cambridge (MA) : Harvard University Press.
- Sanders L. (1997). « Against Deliberation ». *Political Theory*, 25 (3), p. 347-376.
- Schudson M. (1997). « Why Conversation Is not the Soul of Democracy ». *Critical Studies in Mass Communication*, 14, p. 297-309.
- Sennett R. (1977). *The Fall of Public Man*. New York : Knopf.
- Splichal S. (1999). *Public Opinion : Developments and Controversies in the Twentieth Century*. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield.
- Splichal S. (ed.). (2001). *Public Opinion and Democracy : Vox Populi – Vox Dei ?* Cresskill (NJ) : Hampton Press.
- Walzer, M (1992). « The Civil Society Argument », in C. Mouffe (ed.), *Dimensions of Radical Democracy*. Londres : Verso, p. 89-107.
- Warren M. E. (1995). « The Self in Discursive Democracy », in S. K. White (ed.), *The Cambridge Companion to Habermas*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Warren M. E. (1996). « What Should We Expect From More Democracy ? ». *Political Theory*, 24, p. 241-270.
- Wilhelm A. G. (2000). *Democracy in the Digital Age*. Londres : Routledge (dont le chapitre v : « Virtual Sounding Boards : How Deliberative is Online Political Discussion ? », p. 86-104).
- Wyatt R., Katz E. & Kim J. (2000). « Bridging the Spheres : Political and Personal Conversation in Public and Private Spaces ». *Journal of Communication*, p. 71-92.